

**Article 2 .-** Sont approuvés et rendus exécutoires les statuts arrêtés en accord avec la Banque africaine de développement et le fonds d'expansion et de développement des petites et moyennes entreprises ou industries.

**Article 3 .-** Le présent décret sera enregistré, publié selon la procédure d'urgence et communiqué partout où besoin sera.

Fait à Libreville, le 26 janvier 1996  
Par le président de la République, chef de l'État,  
El Hadj Omar Bongo

Le premier ministre, chef du gouvernement,  
Dr Paulin Obame Nguema

Le ministre du commerce, de l'industrie,  
des petites et moyennes entreprises, de l'artisanat,  
chargé du redressement du secteur parapublic  
et de la privatisation  
André-Dieudonné Berre

Le ministre des finances, de l'économie,  
du budget et des participations  
Marcel Doupamby Matoka

**Décret n° 1120/PR**  
du 5 août 1996

portant création, attributions et organisation  
du commissariat général  
à la documentation et à l'immigration

Le président de la République, chef de l'État,  
Vu la Constitution,  
Vu les décrets n° 1043/PR et 1116/PR des 12 et 30  
octobre 1994 fixant la composition du gouvernement,  
ensemble les textes modificatifs subséquents;  
Vu la loi n° 18/93 du 13 septembre 1993 portant statut  
général de la fonction publique;  
Vu l'ordonnance n° 26/77 du 18 avril 1977 portant inté-  
gration des forces de police nationale dans la défense  
nationale, ensemble les textes modificatifs subsé-  
quents;  
Vu la loi n° 9/85 du 29 janvier 1986 portant statut  
général des militaires, ensemble les textes modificatifs  
subséquents;  
Vu la loi n° 8/86 du 18 juin 1986 fixant le régime d'ad-  
mission et de séjour des étrangers en République  
gabonaise, ensemble les textes modificatifs subsé-  
quents;  
Vu la loi n° 6/86 du 18 juin 1986 portant création d'un  
fonds spécial de l'immigration;  
Vu le décret n° 43/PR/MDN du 23 janvier 1981 accor-  
dant l'autonomie budgétaire et administrative à la  
direction générale des contre-ingérences et de la  
sécurité militaire, la direction générale de la documen-  
tation et la direction générale des recherches;  
Vu le décret n° 171/PR/MDNACSP du 19 février 1987  
définissant les délégations et circuits de signatures  
des actes de gestion des personnels militaires,  
ensemble les textes modificatifs subséquents;  
Vu le décret n° 159/PR/MDNSI du 19 février 1991 por-  
tant réorganisation des forces de police nationale,  
ensemble les textes modificatifs subséquents;  
La Cour administrative consultée;  
Le conseil des ministres entendu;

Décète :

**Article 1<sup>er</sup> .-** Le présent décret, pris en application  
des dispositions de l'article 51 de la Constitution,  
porte création, attributions et organisation du com-  
missariat général à la documentation et à l'immi-  
gration.

#### Chapitre premier De la création et des attributions

**Article 2 .-** Il est créé au sein des forces de police  
nationale un commissariat général à la documen-  
tation et à l'immigration.

**Article 3 .-** Le commissariat général à la documen-  
tation et à l'immigration est chargé de l'exécution

de la politique du gouvernement en matière de  
documentation et d'immigration.

À ce titre, il est notamment chargé :

- de recueillir et de centraliser le renseignement;
- d'assurer la surveillance du territoire dans le  
cadre de la sûreté de l'État;
- de veiller au respect et à l'application des  
textes réglementant l'admission et le séjour des  
étrangers sur le territoire national;
- de contrôler les activités des étrangers.

**Article 4 .-** Le commissariat général à la documen-  
tation et à l'immigration est également chargé de la  
matière de l'émigration et des mœurs.

**Article 5 .-** Outre les attributions mentionnées aux  
articles 3 et 4 ci-dessus, le commissariat général à  
la documentation et à l'immigration peut recevoir  
du président de la République, du gouvernement  
ou d'autres institutions de l'État toute demande  
d'enquête.

**Article 6 .-** Toutes les compétences dévolues à la  
direction générale de la documentation par les  
textes en vigueur sont, par l'effet du présent  
décret, transférées de plein droit au commissariat  
général à la documentation et à l'immigration.

#### Chapitre deuxième De l'organisation

**Article 7 .-** Le commissariat général à la documen-  
tation et à l'immigration relève, pour emploi, direc-  
tement du président de la République, détenteur  
suprême du pouvoir exécutif. À ce titre, les person-  
nels de la fonction publique y servant sont réputés  
en position de détachement.

**Article 8 .-** Le commissariat général à la documen-  
tation et à l'immigration est dirigé par un commis-  
saire général nommé par décret du président de la  
République, conformément aux dispositions de  
l'article 20 de la Constitution, parmi les officiers  
supérieurs ou généraux des forces de police na-  
tionale.

Le commissaire général à la documentation et à  
l'immigration a rang de chef de corps.

**Article 9 .-** Le commissaire général à la documen-  
tation et à l'immigration est assisté d'un ou de plu-  
sieurs conseillers issus des forces de police na-  
tionale, de l'assistance technique ou des autres  
personnels qualifiés, nommés par décret du prési-  
dent de la République sur proposition du chef de  
corps.

**Article 10 .-** Les attributions du commissaire gé-  
néral, des conseillers et des autres personnels sont  
fixées par des textes particuliers.

**Article 11 .-** Les personnels autres que ceux visés  
aux articles 7 et 9 ci-dessus sont liés au commis-  
sariat général à la documentation et à l'immigration  
par des contrats spéciaux.

**Article 12 .-** Le commissariat général à la docu-  
mentation et à l'immigration comprend :

- le commissariat à la documentation,
- le commissariat à l'immigration,
- les services communs.

L'organisation et les attributions de ces organes  
sont fixées par des textes particuliers.

**Article 13 .-** Le commissariat général à la docu-  
mentation et à l'immigration jouit de l'autonomie de  
gestion conformément aux textes en vigueur.

#### Chapitre troisième Dispositions transitoires et finales

**Article 14 .-** Les ressources, moyens et autres  
biens immobiliers ou valeurs de la direction gé-  
nérale de la documentation sont, par l'effet du pré-  
sent décret, transférés de plein droit au commis-  
sariat général à la documentation et à l'immigration.

rale de la documentation sont, par l'effet du pré-  
sent décret, transférés de plein droit au commis-  
sariat général à la documentation et à l'immigration.

**Article 15 .-** Des textes réglementaires détermi-  
nent en tant que de besoin les mesures de toute  
nature nécessaires à l'application du présent  
décret.

**Article 16 .-** Le présent décret, qui abroge toutes dis-  
positions antérieures contraires notamment celles du  
décret n° 159/PR/MDNSI du 19 février 1991 susvisé,  
sera enregistré, publié selon la procédure d'urgence et  
communiqué partout où besoin sera.

Fait à Libreville, le 5 août 1996  
Par le président de la République, chef de l'État,  
El Hadj Omar Bongo

Le premier ministre, chef du gouvernement,  
Paulin Obame Nguema

## ANNONCES LÉGALES

### Communiqué de presse

Le ministre des finances, de l'économie, du bud-  
get et des participations porte à la connaissance  
du public, conformément aux décisions n° 12 et  
13/DCMM/96 de M. le gouverneur de la Banque  
des États de l'Afrique centrale (BEAC), et pour  
compter du 29 juillet 1996, que les taux d'intérêt  
sur placement (TISP) dans le cadre des appels  
d'offres négatifs sont réaménagés comme suit :

- placement à 7 jours : 3,30% au lieu de 3,60%;
- placement à 28 jours : 3,30% majoré de 1/16<sup>ème</sup>  
de point;
- placement à 84 jours : 3,30% majoré de 1/8<sup>ème</sup>  
de point.

Aussi est réaménagé, pour compter du 29 juillet  
1996, le taux des dépôts spéciaux des organismes  
publics qui est ramené de 3,60% à 3,30%.

Les autres taux d'intervention de la Banque cen-  
trale dans la zone d'émission restent inchangés, à  
savoir :

- taux d'intérêt des appels d'offres (TIAO) :  
8,00%;
- taux d'intérêt des prises en pension (TIPP) :  
10,00%;
- taux de pénalité aux banques (TPB) : 15,00%;
- taux débiteur maximum (TDM) : (TPB) + 7%;
- taux créditeur minimum (TCM) : 5,50%;
- taux des avances aux trésors nationaux (à l'in-  
térieur des plafonds statutaires) : 8,00%;
- taux de pénalité aux trésors (hors plafonds) :  
10,50%.

Fait à Libreville, le 31 juillet 1996  
Pour le ministre des finances, de l'économie,  
du budget et des participations,  
p.o., le directeur de cabinet,  
D.C. Dibady-Mayla

Par arrêté n° 271/MFEBP du 2 août 1996, la  
nomination de M. Faustin BOUKOUBI, en qualité  
de directeur général adjoint de l'Union gabonaise  
de banque (UGB), est agréée par l'autorité moné-  
taire. En conséquence, M. Faustin BOUKOUBI est  
habilité à effectuer les opérations de banque telles  
que définies aux articles 4, 5, 6, 7 et 8 de l'annexe  
à la convention portant harmonisation de la régle-  
mentation bancaire dans les États de l'Afrique cen-  
trale.

Toutefois, ces opérations doivent être compa-  
tibles avec l'arrêté n° 92/PR/MF du 26 novembre  
1968 portant agrément de l'Union gabonaise de  
banque.